

Affaires courantes

C'est une zone naturelle tout à fait unique et précieuse. Il y va de l'intérêt national de préserver la faune et la flore de cette zone.

Le rapport provisoire de la Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto a recommandé de préserver la vallée de la Rouge, comme l'ont fait le maire de Scarborough et des milliers de gens appartenant à l'association de protection du bassin de la Rouge.

Je suis donc très heureuse de présenter cette pétition qui invite le gouvernement de l'Ontario à faire un parc de la vallée de la Rouge.

VIA RAIL

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Madame la Présidente, j'ai l'honneur et le devoir de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition signée par des habitants de Winnipeg, Dugal, au Québec, Ste-Foy, North Vancouver, Canoe Bay, Roblin, en Saskatchewan, Saskatoon East, Thunder Bay et Barrie. Les pétitionnaires sont d'avis que le gouvernement ne devrait pas éliminer les services de VIA Rail qui sont si importants pour les petites villes et localités du pays.

Ils demandent donc au Parlement du Canada de maintenir le réseau canadien actuel de VIA Rail, de doter cette société de nouveau matériel et d'adopter une loi sur les trains de voyageurs lui donnant un mandat clair.

Enfin, ils demandent au Parlement que de nouveaux tarifs soient négociés avec les sociétés de chemins de fer.

LES VOLS À BASSE ALTITUDE

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): J'ai l'honneur de présenter une pétition au nom d'habitants de North York, Toronto, Thunder Bay, Middleton, en Nouvelle-Écosse, Dollard, au Québec, et de Downsview qui se préoccupent de la façon dont le gouvernement traite actuellement les gens de Natashquan, au Labrador et dans l'est du Québec.

Ils demandent au Parlement d'unir ses efforts à ceux de l'Assemblée des premières nations, des Innu du Labrador et d'autres peuples autochtones du Nord canadien pour s'opposer aux exercices d'attaque de l'OTAN et du NORAD sur leurs terres.

Ils souhaitent que le gouvernement du Canada mette fin à tous les exercices de vol à basse altitude de l'OTAN et du NORAD et qu'il interdise l'aménagement d'installations de l'OTAN au Canada, notamment le centre d'entraînement à l'utilisation des armes de l'aviation de chasse tactique qui doit être construit à Goose Bay, au Labrador. Ils demandent au Parlement d'utiliser les sommes que le Canada consacre au financement des activités de l'OTAN et du NORAD pour aider les peuples autoch-

tones du Canada à reprendre le contrôle de leurs terres et de leurs moyens de subsistance en favorisant le développement durable pour l'ensemble des Canadiens.

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Madame la Présidente, moi aussi j'ai une pétition signée par des gens de la région d'Ottawa qui s'opposent à cette taxe sur les produits et services, qui est une taxe régressive qui fera perdre plusieurs milliers d'emplois dans le secteur de la petite et moyenne entreprise et qui fera augmenter l'inflation.

Ces pétitionnaires nous demandent à nous, les libéraux, de nous opposer avec tous les moyens à notre disposition afin que cette taxe ne devienne pas loi.

[Traduction]

M. Joe Fontana (London—Est): Je vous remercie, madame la Présidente. Pendant plus d'une dizaine de jours, le gouvernement a lésé les Canadiens dans leur droit démocratique de présenter des pétitions à leurs représentants à la Chambre des communes.

J'ai donc effectivement le plaisir et l'honneur de présenter ce matin une pétition au nom de centaines de Canadiens du sud-est de l'Ontario. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de retirer son projet de loi établissant une taxe sur les produits et services, taxe qui aura des conséquences catastrophiques non seulement pour les petites entreprises, mais encore pour les personnes âgées, les étudiants, les Canadiens à revenu moyen et les Canadiens à faible revenu.

Ils demandent au gouvernement de donner suite à leur pétition et d'abandonner une fois pour toutes l'idée d'imposer une taxe pareille, à quelque niveau qu'elle soit.

M. Stan Keyes (Hamilton—Ouest): Je vous remercie, madame la Présidente. Conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur et le devoir de présenter à la Chambre une pétition que le greffier des pétitions a jugée conforme au Règlement. Les pétitionnaires viennent non seulement de ma circonscription de Hamilton—Ouest, comme pourront le constater les députés de Hamilton—Wentworth et de Burlington, mais aussi de Dundas et de Greensville, et notamment de Burlington.

Ils contestent vivement la nouvelle taxe sur les produits et services qu'ils qualifient de ponction fiscale sans précédent au Canada et qui, selon eux, va accroître non seulement les impôts, mais encore l'inflation, les taux d'intérêt et le chômage.

Ils demandent humblement au Parlement d'abandonner l'idée d'imposer cette taxe sur les produits et services.